



**PRÉFET
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

Chaumont, le 2 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24 mai 2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

3P - Produits Plastiques Performants

Z.I. Les Franchises
BP 154
52200 Langres

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 mai 2023 dans l'établissement 3P - Produits Plastiques Performants implanté Z.I. Les Franchises BP 154 52200 Langres. L'inspection a été annoncée le 20 avril 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 3P - Produits Plastiques Performants
- Z.I. Les Franchises BP 154 52200 Langres
- Code AIOT : 0005701330
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société 3P produit des plastiques pour les secteurs industriels de l'automobile, de l'aviation et du ferroviaire notamment. Les plastiques produits doivent disposer de caractéristiques mécaniques particulières en fonction de leur usage. Leur production constitue le savoir-faire de l'entreprise. Le site met notamment en oeuvre des polymères fluorés susceptibles de constituer ou de comprendre des substances considérées comme "PFAS".

Le site de Langres est dument autorisé par arrêté préfectoral du 20 mai 2009 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Déchets
- Recherche des PFAS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Elimination des déchets fortement fluorés	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 46	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois
4	Elimination des déchets fortement fluorés	Code de l'environnement du 17/12/2010, article L. 541-2	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réduction des PFAS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22-2	/	Sans objet
2	Recherche des PFAS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	/	Sans objet
5	Prévention des envois liés aux déchets	Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 5.2.1	/	Sans objet
6	Prévention des envois liés aux produits	Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 2.1.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite n'a pas mis en évidence de non-conformité majeure.

Toutefois, les constats ont permis de confirmer que le site était à l'origine de l'émission de déchets de teflon fortement fluorés, ayant mal aiguillés vers l'incinérateur de déchets SHMVD à Chaumont.

Leur combustion a notamment causé un dépassement de rejets fluorés sur ce site.

Les constats ont mis en évidence un défaut de traçabilité de ces déchets par l'exploitant après évacuation de son site. Il est proposé de rappeler ses responsabilités en termes de traçabilité, afin notamment d'éviter tout nouvel envoi accidentel vers le site SHMVD.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réduction des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 22-2
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : 2° Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement [...]. I. - Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse suite à l'instruction du dossier déposé par l'exploitant [...]. III. - Pour les substances dangereuses visées par un objectif de suppression des émissions et dès lors qu'elles sont présentes dans les rejets de l'installation, la réduction maximale doit être recherchée. L'exploitant tient donc à la disposition de l'inspection les éléments attestant qu'il a mis en œuvre des solutions de réduction techniquement viables et à un coût acceptable afin de respecter l'objectif de suppression aux échéances fixées par la réglementation en vigueur. Toutefois, cette disposition n'est pas requise si l'exploitant montre la présence de la substance dangereuse dans les eaux amont ou l'influence du fond géochimique et démontre que la présence de la substance dans les rejets n'est pas due à l'activité de son installation.
Constats : Le site transforme du PTFE, susceptible de contenir ou produire des polluants de la famille des PFAS. Toutefois, il n'a été relevé aucun rejet d'eau de process suspecté de contenir des PFAS le cas échéant. En effet, le process ne nécessite pas d'eau entrant en contact avec les produits ou résidus de PTFE. Seul le rejet n°4 (eau utilisée pour remplir les bacs de conservation de certains produits) nécessite un tel contact, mais sans risque de transfert identifié (simple stockage des produits dans les bassines) et représentant des volumes de rejet négligeables. Il n'est donc pas identifié à ce stade d'enjeux de rejets de PFAS dans les eaux résiduaire issues du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Recherche des PFAS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article 22 et des dispositions particulières à certaines activités prévues par l'article 33 ci-après, les eaux résiduaire rejetées au milieu naturel respectent par ailleurs les valeurs limites de concentration suivantes, selon le flux journalier maximal autorisé. [...] - Ion fluorure (F-) : 15 mg/l si le rejet dépasse 150 g/j [...] -Acide perfluoro octanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) : 25 µg/l
Constats : Comme vu au constat précédent, les rejets aqueux résiduaire du site ne justifient pas de surveillance de ces paramètres.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Elimination des déchets fortement fluorés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 46
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées à cet effet conformément au livre V du titre 1er du code de l'environnement, dans des conditions permettant d'assurer la protection de l'environnement ; l'exploitant est en mesure d'en justifier l'élimination sur demande de l'inspection des installations classées. Il tiendra à la disposition de l'inspection des installations classées une caractérisation et une quantification de tous les déchets spéciaux générés par ses activités.
Constats : En juillet 2022 puis mars 2023, des anomalies de rejets de d'acide fluorhydrique (HF) ont été mesurées en cheminées de rejet de l'incinérateur SHMVD. La cause identifiée de ces incidents serait un problème d'aiguillage de bennes de déchets de teflon issues du site 3P. Ces déchets riches en fluor ont dégagé à la combustion des quantités importantes de HF, ayant mené à la non-conformité et à un endommagement des installations de l'incinérateur (gaz corrosif). La cause du problème d'aiguillage de ce déchet a donc été investiguée sur le site 3P lors de la présente inspection. Les conditions de stockage et d'étiquetage de ces déchets sur site n'appelle pas d'observation. La benne de déchets de teflon est située juste à côté de la benne de DIB, mais ces deux bennes sont prises en charge par des prestataires différents. L'exploitant confie la gestion de ce flux de déchet à un prestataire, qui spécifie qu'il les gère en tant que déchets "non incinérables". L'erreur d'aiguillage a donc probablement eu lieu hors site, lors de sa gestion par le prestataire. Toutefois, l'exploitant ne dispose d'aucune traçabilité de ces déchets au-delà de son prestataire direct et n'est pas en capacité d'indiquer ou de justifier l'exutoire final ni le mode d'élimination appliqué.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Elimination des déchets fortement fluorés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 17/12/2010, article L. 541-2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée : Tout producteur ou détenteur de déchets est tenu d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion, conformément aux dispositions du présent chapitre. Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers. Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.
Constats : Comme évoqué au constat précédent, l'exploitant n'assure pas de traçabilité de ses déchets de teflon jusqu'à l'exutoire final, et ne s'est donc pas assuré de leur élimination finale au sein d'un établissement autorisé. Toutefois, en ce qui concerne les déchets dangereux générés par le site, la traçabilité via l'application Trackdéchets est bien effectuée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des envols liés aux déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 5.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets diffus
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.
Constats : Le parc de stockage des déchets du site a été inspecté afin de vérifier si celui-ci pouvait être à l'origine d'envols de résidus de teflon. Le parc est situé en extérieur à l'Ouest du bâtiment du site et ne présente pas de résidus ou salissures au sol. Les déchets de teflon sont stockés soit en big bag fermés soit en benne. La benne n'est pas bâchée, mais contient des résidus de teflon de densité importante (filaments, chutes...), a priori non susceptibles de subir des envols.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Prévention des envols liés aux produits

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/05/2009, article 2.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets diffus
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : [...] - prévenir en toutes circonstances l'émission, la dissémination ou le déversement (chroniques ou accidentels, directs ou indirects) de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement, ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.
Constats : Le site utilise des matières premières sous forme de billes ou de poudres de teflon de plusieurs granulométries. Les plus fines pourraient être pulvérulentes. Toutefois, toutes ces matières sont réceptionnées en contenants fermés et étanches. Elles nécessitent également d'être conservées à une température contrôlée et sont stockées dans une pièce réfrigérée du bâtiment jusqu'à leur usage. Ces conditions de stockage ainsi que la propreté générale du site (il n'a été vu aucun dépôt de poudre ou de résidus au sol du site, même à proximité des ateliers où ces poudres sont utilisées) rendent peu probables des envols de matières hors du site. Il n'a pas été vu d'éléments en polystyrène sur le site, ni de résidus de cette matière.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet